

L'endossement politique

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_endossement_politique-fr-d3d79003-6f9a-4afd-8858-cbf6db949aa0.html

Date de dernière mise à jour: 09/07/2016



L'endossement politique

Convaincu de la justesse de la proposition de Jean Monnet de mettre en commun le charbon et l'acier européens, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, décide d'assumer la responsabilité politique du projet. Pour l'homme politique lorrain – Schuman est député de la Moselle qui se caractérise par une importante activité sidérurgique - le projet de Monnet présente en effet bien des avantages qui sont notamment :

- La réconciliation franco-allemande;
- Le contrôle du charbon et de l'acier dans un but pacifique;
- La mise en marche de l'intégration européenne.

Au début, l'affaire est traitée avec la plus grande discrétion pour éviter que les pressions des lobbies économiques, les divisions des partis politiques et la lourdeur de l'administration ne finissent par faire capoter le projet. Au-delà de l'équipe de Monnet, seuls quelques ardents partisans de l'unification européenne, dont les ministres René Plevin et René Mayer, connaissent tout le contenu de la proposition. Tout va alors se passer très vite.

La première tâche de Robert Schuman consiste à convaincre le gouvernement français. Il présente son projet en termes voilés à la fin de la réunion du Conseil des ministres français du 3 mai 1950. Précisé le 9 mai au matin, notamment dans ses implications institutionnelles, le plan suscite immédiatement de vives discussions. Le président du Conseil, Georges Bidault, pourtant mis au courant précédemment par Schuman, se montre réticent devant l'abandon d'une partie de la souveraineté nationale. Plusieurs ministres exigent des explications. Finalement Schuman réussit quand même à faire adopter la proposition au Conseil des ministres. Il veille, en revanche, à tenir le Parlement français à l'écart des préparatifs diplomatiques car il craint la tenue d'un débat public et prématuré.